

Les subsides

produits finis. Le gouvernement devrait se confier à nos citoyens et leur expliquer la situation comme l'ont fait les Japonais et presque tous les pays d'Europe de l'ouest à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, quand ils ont adopté une stratégie de développement à long terme. Je suis convaincu que, si le gouvernement agissait ainsi, les Canadiens réagiraient de manière positive. Ils comprendraient que nous avons peut-être besoin d'avoir une croissance ralentie, mais qui soit tout de même positive pour assurer des emplois durables, non seulement aux chômeurs mais à nos enfants et petits-enfants.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Comment les libéraux ont-ils réagi face à cette crise? Comment ont-ils réagi en se voyant pris au piège de la Reaganomics? Ont-ils relevé honnêtement le défi en disant qu'il était temps d'adopter une stratégie industrielle du type de celle que mon parti a préconisée au cours des deux dernières élections et dont Herb Gray a parlé? Nullement. Herb Gray, pour sa part, a été remplacé par le représentant omniscient de l'autre endroit, le sénateur Olson.

Au lieu d'avancer dans la bonne direction et de canadianiser un peu plus nos industries manufacturières, au lieu de créer une économie caractérisée par une balance des paiements qui soit moins tributaire de l'exportation de nos ressources, le gouvernement fait l'inverse.

Le sénateur Olson a prononcé une phrase qui est le signe d'une démission complète. Voici ce qu'il a dit: «Quand un pays vous demande de lui vendre du minerai de fer, vous n'essayez pas de lui vendre de l'acier». Et il y a quelques jours à peine, il a déclaré: «Les Canadiens ne devraient pas avoir honte d'être considérés comme des bûcherons et des porteurs d'eau». C'est le parti libéral qui devrait avoir honte d'essayer de refiler ce genre de politique à nos concitoyens.

Que fait le gouvernement pour sortir de la crise économique actuelle? Je viens de dire qu'il ne procédait pas aux changements voulus et que le sénateur Olson prenait une orientation radicalement différente. Toutefois, les libéraux tiennent un nouveau langage. Ils ne se contentent plus de brader les ressources; désormais, ils hypothèquent aussi les mégaprojets. C'est une nouvelle escroquerie. Les libéraux affirment que les mégaprojets qui vont fleurir aux quatre coins de notre pays vont nous permettre d'équilibrer notre balance des paiements et de créer des emplois. C'est la voie nouvelle vers la prospérité.

C'est tout simplement faux, monsieur l'Orateur. Il s'agit d'un discours plus moderne, coulé dans des formes plus habiles, pour chercher à convaincre les Canadiens que les mégaprojets représentent autre chose qu'une simple braderie de nos ressources. Mais je préviens le premier ministre du Canada (M. Trudeau) que cette politique ne le tirera pas d'affaire, pas plus qu'elle n'a tiré d'affaire Sterling Lyon au Manitoba.

Et au premier ministre qui déclare ne pas vouloir d'une solution rapide et ne pas y croire, je dirai que c'est précisément là ce que voient les libéraux dans les mégaprojets. Ils y voient la solution rapide à notre problème de balance des paiements. La solution rapide aux problèmes du Canada consisterait à nous débarrasser du gouvernement libéral du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Nous, de notre parti, disons qu'il est temps maintenant, non pas d'esquiver simplement les problèmes—comme l'a fait l'opposition officielle et comme on l'a fait

également dans les débats antérieurs—mais de nous lancer dans de nouvelles directions. Il est temps maintenant de parler franchement aux Canadiens. Il est temps de nous engager résolument dans la voie de la reprise. C'est ce que souhaitent les Canadiens, et c'est ce qu'ils méritent. Il est temps, dès maintenant, de nous débarrasser du gouvernement libéral du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je tiens à bien faire remarquer une chose et j'ajouterai deux ou trois observations. J'ai déjà abordé certains de ces derniers points. Mais quand nous affirmons que la solution réside dans le secteur de la fabrication, nous le disons parce que cela a été la solution pour la Scandinavie, l'Allemagne de l'Ouest, la France et le Japon et, assurément, la clé du succès pour le développement des États-Unis d'Amérique. En tant que Canadien qui a grandi après la Seconde Guerre mondiale, j'ai honte des gouvernements canadiens qui n'ont pas eu le courage ni la détermination de faire de notre pays le pays industriel de premier ordre qu'il devrait être en 1982.

● (1440)

Ce que nous disons, monsieur l'Orateur, c'est qu'en plus du milliard de dollars de dégrèvements fiscaux que nous avons demandé au gouvernement d'accorder aux contribuables dont le revenu est moyen ou faible, de façon à stimuler l'économie et à créer de l'emploi, et en plus de l'exhortation que nous lui avons adressée de taxer les banques à un niveau raisonnable de façon à favoriser le secteur du logement, ce ne sont pas les Canadiens mais les multinationales qui profitent le plus de cette entente, ces multinationales qui ont fait de si bonnes affaires au Canada et qui, comme l'a clairement démontré une étude du Sénat américain en 1973, viennent s'implanter chez nous comme elles vont s'implanter ailleurs parce qu'elles y trouvent des marchés rentables; si elles sont chez nous, ce n'est pas pour favoriser nos intérêts mais pour favoriser les leurs. Puisque nous avons un déficit de 23 milliards de dollars au chapitre des biens manufacturés, il faut que cela change.

Nous disons qu'en cette période de crise économique, le gouvernement du Canada, s'il est sérieux, devrait mettre en œuvre une stratégie industrielle et obliger les multinationales à signer une convention comme celle qu'elles ont déjà signée avec d'autres pays industrialisés et par laquelle elles s'engageraient à établir leur niveau de production en fonction du niveau de consommation de leurs produits chez nous. Cela veut dire que les entreprises, que ce soit dans le secteur de l'automobile, de l'électronique, des communications et autres, et qui se trouvent être des multinationales établies chez nous, pourraient poursuivre leur production à l'échelle mondiale, mais devraient commencer dès maintenant à employer des Canadiens dans une proportion équivalente à leurs bénéfices chez nous. Si l'on songe aux 1.8 million de Canadiens en chômage, ce genre de mesure se fait attendre depuis longtemps.

Par extension, monsieur l'Orateur, non seulement nous faut-il mettre l'accent sur les produits de fabrication ici et maximiser notre propre production pour nos marchés nationaux—et l'on pourrait commencer à produire des milliers d'emplois au cours des deux prochaines années dans deux secteurs précis, ceux des machines et des transports, mais je n'en dirai pas plus sur le sujet aujourd'hui. Il y a des secteurs où nous pourrions commencer dès maintenant à le faire et où ces mesures auraient bientôt d'importantes répercussions.